

Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels



La Ligue des Droits de l'Homme

138, rue Marcadet
75018 Paris

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Parisienne et membre de la Compagnie
régionale de Paris
RCS Paris B 632 013 843
100, rue de Courcelles
75849 Paris Cedex 17

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels Association La ligue des Droits de l'Homme Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité Central, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association « **LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME** », tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Central. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Il est préalablement rappelé que les comptes annuels soumis à votre approbation intègrent, selon les modalités exposées dans le paragraphe « Note sur les méthodes comptables » de l'Annexe, les comptes des fédérations et des sections de l'association qui font l'objet d'une vérification de la part des services de la Ligue des Droits de l'Homme, mais n'entrent pas dans le champ de notre audit. Ces comptes contribuent au résultat de l'exercice à hauteur d'un montant positif de 48 493 euros.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 335-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous avons apprécié la correcte comptabilisation des subventions dont votre association est bénéficiaire.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes sociaux pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

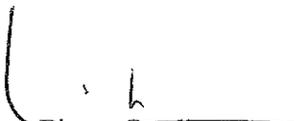
3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas obtenu communication du rapport du Trésorier National et des documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels. Nous n'exprimons par conséquent pas d'opinion à ce propos.

Paris, le 13 mars 2008

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Jean-Pierre Cordier

Etats financiers

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
Exercice clos le 31 Décembre 2007

138, rue Marcadet

75018 PARIS

APE : 913 E SIRET : 784 578 726 00043

BILAN ACTIF

Euros

	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 812 877	167 054	1 645 822	1 161 898
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	211 049	192 517	18 532	10 111
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours	24 498		24 498	165 892
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	152		152	152
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	3 157		3 157	3 067
Prêts				
Autres immobilisations financières	18 648		18 648	15 458
TOTAL (I)	2 070 381	359 572	1 710 810	1 356 579
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	95 598	29 661	65 937	36 704
Avances et acomptes versés sur commandes	900		900	1 321
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	5 134		5 134	
Autres créances	348 973		348 973	783 992
Valeurs mobilières de placement	295 719		295 719	194 249
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	133 747		133 747	80 609
Charges constatées d'avance (3)	14 400		14 400	23 350
TOTAL (II)	894 471	29 661	864 810	1 120 225
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I à V)	2 964 852	389 233	2 575 619	2 476 804
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

Euros

	Euros	
	31/12/2007	31/12/2006
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	494 684	494 684
<i>Dont legs et don. avec contrepartie d'actifs immo., subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	3 049	3 049
Autres réserves	652 017	649 833
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	12 387	2 183
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
arts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	478 964	514 400
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	1 641 101	1 664 150
Comptes de liaison (II)	139 877	123 802
PROVISIONS		
Provisions pour risques	37 640	20 000
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	37 640	20 000
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	25 400	25 400
Sur autres ressources	71 754	1 250
TOTAL (IV)	97 154	26 650
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	311 634	278 639
Emprunts et dettes financières divers (3)	16 287	17 986
avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 748	176 787
Dettes fiscales et sociales	99 151	97 405
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		798
Autres dettes	19 398	25 440
Produits constatés d'avance (1)	9 629	45 146
TOTAL (V)	659 847	642 202
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I à VI)	2 575 619	2 476 804
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	9 629	45 146
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	650 218	597 055
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		44 068
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTES DE RESULTAT

Euros

	Euros		
	31/12/2007	31/12/2006	
	Total	Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises	3 251	1 702	
Production vendue	158 236	152 353	
Prestations de services	89 910	151 829	
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	251 397	305 884	
Production stockée	9 508	11 670	
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation	940 656	951 907	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	3 710	17 596	
Collectes			
Cotisations	529 093	513 189	
Autres produits	175 926	118 306	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	(I) 1 910 290	1 918 552	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	68 242	49 062	
Variation de stocks (marchandises)	- 19 986	15 022	
Achats de matières premières et autres approvisionnements		435	
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			
Autres achats et charges externes (2)	853 297	931 687	
Impôts, taxes et versements assimilés	56 743	39 980	
Salaires et traitements	504 740	471 240	
Charges sociales	226 151	207 443	
Autres charges de personnel	1 109	3 176	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	50 858	50 345	
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant	261	1 512	
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges	130 562	160 921	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)	(II) 1 871 977	1 930 824	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	38 313	- 12 272
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent attribué ou déficit transféré	(III)		
Déficit supporté ou excédent transféré	(IV)		
PRODUITS FINANCIERS			
participations (4)	83	132	
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
Autres intérêts et produits assimilés (4)			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 441	4 798	
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V) 7 524	4 930	
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées (5)	14 578	13 808	
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI) 14 578	13 808	
2 - RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	- 7 054	- 8 879
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II+III-IV+V-VI)	31 259	- 21 150

COMPTES DE RESULTAT

Euros

		31/12/2007	31/12/2006
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		40 849	13 401
Sur opérations en capital		51 256	24 481
Reprises sur provisions et transferts de charges		20 000	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	112 104	37 882
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		12 832	36 728
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions		37 640	10 000
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	50 472	46 728
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	61 632	- 8 845
Dotations sur les bénéfices	(IX)		
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	2 029 919	1 961 364
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	1 937 027	1 991 360
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		92 891	- 29 996
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		1 250	43 429
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		81 754	11 250
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		12 387	2 183
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat		38 733	37 061
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL		38 733	37 061
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		38 733	37 061
TOTAL		38 733	37 061

SUIVI DES AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

Euros

I - AMORTISSEMENTS				
Rubriques	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	308 714	50 858		359 572
Immobilisations financières				
Total	308 714	50 858		359 572

II - DEPRECIATIONS ET PROVISIONS				
Rubriques	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Total				

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Euros

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés/Subv CRIF 05/785.3	15 400	15 400			15 400
Is dédiés/Subv ACSE Perm jurid.Pantin	10 000	10 000			10 000
Total	25 400	25 400			25 400

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels					
Dons affectés		1 250	1 250		
Dons affectés aux travaux renovation TB				71 754	71 754
Total		1 250	1 250	71 754	71 754
Legs et donations					
Total		1 250	1 250	71 754	71 754

FAITS CARACTERISTIQUES

La Ligue a obtenu au 31/12/2006 le soutien de la Région Ile de France et de la Mairie de Paris pour des travaux de restructuration et de mise en conformité aux normes de sécurité de son siège social.

Ces travaux ont été chiffrés à 705 KE, ils sont financés :

- Par une subvention de la Région Ile de France à hauteur de 49.65% du montant global des travaux, dans la limite de 3
- Par une subvention de la Mairie de Paris à hauteur de 150.000 euros

Au 31/12/2007, la première tranche de travaux terminée a été immobilisée pour un montant de 523.159 €. La subvention a été rapportée au résultat de l'exercice à hauteur de 35 KE.

Au 31/12/2007, il reste à percevoir 99.972 € au titre de la subvention de la Région Ile de France.

Par ailleurs un appel à dons a permis de recueillir une somme de 71.284 € affectée à la deuxième tranche de travaux de rénovation pour 69.500 €.

Ces travaux n'étant pas engagés à la clôture de l'exercice, les dons ont été reportés sur les exercices suivants et figurent donc en fonds dédiés.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les comptes de l'exercice, sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Les principales méthodes sont les suivantes:

Note sur les méthodes comptables :

Les comptes annuels présentés pour 2007 incluent comme en 2006 les comptes des sections.

Pour les mêmes raisons organisationnelles que celles de l'exercice précédent, les comptes des fédérations et sections ont été arrêtés au 31.10.2007 alors que ceux du national le sont au 31 décembre.

Le compte de résultat des fédérations et sections représente donc 12 mois d'activité, mais avec un décalage de 2 mois par rapport à l'activité du National. En 1996, premier exercice d'intégration des comptes des fédérations et sections, ces comptes ne représentaient que 10 mois d'activité.

Les comptes de 2007 ont intégré les fédérations et sections dont les informations comptables ont été communiquées au siège, soit 51 fédérations, 272 sections et 20 régions sur un total de 52 fédérations, 308 sections et 22 régions ce qui constitue globalement un taux d'intégration de 89,80 % contre 90,50 % en 2006.

La diversité des fédérations et sections ne permet toutefois pas d'extrapoler le résultat des fédérations et sections intégrées à la totalité des fédérations et sections.

L'intégration des fédérations et sections appelle les remarques suivantes :

- Au bilan,

Certaines fédérations et sections qui avaient envoyé leurs comptes pour 2006 ne les ont pas envoyés pour 2007. De ce fait, les mouvements ayant lieu au cours de l'année 2007 ne sont pas comptabilisés. Le solde figurant au bilan est celui du 31/10/2006.

A l'inverse, certaines fédérations et sections qui n'avaient pas envoyé leurs comptes pour 2006, ont envoyé leurs comptes 2006 et 2007 pour 2007.

- Au niveau des cotisations,

Il a été tenu compte des cotisations de 2007 encaissées jusqu'au 8 février 2008 et des cotisations encaissées par les sections jusqu'au 31 octobre 2007.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles qui ont des utilisations différentes, qui procurent des avantages économiques selon des rythmes différents, ou qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, sont comptabilisés séparément et font l'objet d'un amortissement propre.

La Ligue qui ne dépasse pas 2 des trois critères (total bilan: 3.650K€, CA:7.300K€ et effectif :50) a retenu comme durée d'amortissement la durée d'usage pour l'amortissement des actifs non décomposables.

- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée de vie prévue :

DUREE	METHODE	
Constructions	50 ans	L
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	20 ans	L
Matériel de bureau et informatique	de 3 ans à 5 ans	L
Mobilier	10 ans	L

L = Linéaire ;

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Valeurs d'exploitation

Les stocks s'élèvent à 95.597 € et sont constitués :

- * par des livres qui sont évalués à leur coût d'acquisition (20 K€).
- * par les publications édités par la Ligue (Hommes et Libertés) et évalués à leur coût de production (28K€).
- * par des affiches, gadgets et autres objets vendus par la Ligue (35 K€)
- * par des outils pédagogiques (malettes notamment) 19K€

Une provision est constituée pour tenir compte des perspectives de ventes des ouvrages et des supports pédagogiques.

Cette provision s'élève au 31/12/2007 à 29.661 €, elle s'élevait à 29.400 € au 31/12/2006.

- Créances et dettes

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, les cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Provisions

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le Règlement CRC 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

La provision pour litige prud'homal né d'un licenciement intervenu en 2005 (20 K€) a été reprise à hauteur de 10 K€ au 31/12/2007. La Ligue a été condamnée en première instance au versement d'une indemnité (préavis et congés payés) d'un montant de 30 K€ (charges sociales comprises) comptabilisée en charges de personnel. Le salarié ayant fait appel du jugement, la provision a été maintenue pour 10 K€.

Une provision d'un montant de 17 K€ a été constituée au 31/12/2007 pour faire face au risque éventuel de rejet partiel de charges présentées pour le versement d'une subvention européenne.

Par ailleurs le risque pouvant résulter du retard pris dans l'élaboration des « guides femmes » sur le versement du solde de la subvention 2005 du Conseil régional d'Ile de France (soit 14.112€) a conduit la Ligue à constater une provision pour risques de 10.000 €.

AUTRES INFORMATIONS :

Engagements en matière de retraite:

Une estimation de la valeur actuelle des engagements d'indemnités de départ en retraite de la Ligue vis-à-vis de l'ensemble de son personnel a été effectuée. L'hypothèse retenue est le départ volontaire du salarié.

La méthode d'évaluation des droits utilisés est conforme à la méthode des unités de crédits projetés préconisée par le Conseil National de la Comptabilité. Elle comporte des corrections pour tenir compte des mouvements de personnel (turn-over, mortalité...) et d'une actualisation financière.

Les paramètres utilisés pour les calculs ont été les suivants :

- un turn-over de 0 % à 1%
- un taux d'actualisation de 4,70 %
- une progression des salaires de 2 %

Le montant des droits théoriques ainsi calculés, acquis au 31 décembre 2007, s'élève 61.000 euros (charges sociales comprises).

Aucune provision n'a été constituée.

Bénévolat

Conformément à l'article 2000-67 de la loi du 6 juillet 2000, les frais engagés par les bénévoles ont été comptabilisés.

Ils figurent en produits et en charges pour 38.733 €.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION		VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	REEVALUATION LEGALE Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
		Consécutive à une réévaluation pratiquée en cours d'exercice	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors services		
Frais d'établissements et frais de rech et de Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	1 281 183	134 131				1 415 314	
Constructions sur sol d'autrui	7 859	31 761	357 942			397 562	
Instal. générales, agenc., amén. des constructions							
Instal. techniques, matériel et outillage industriels							
Instal. générales, agenc., aménagement divers							
Matériel de transport	191 680		19 368			211 049	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	165 892		24 498	165 892		24 498	
Immobilisations corporelles en cours							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 646 615	165 892	401 809	165 892		2 048 424	
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	152					152	
Autres titres immobilisés	3 067		3 203		3 113	3 157	
Prêts et autres immobilisations financières	15 458		3 190			18 648	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	18 678		6 393		3 113	21 957	
TOTAL GENERAL	1 665 293	165 892	408 201	165 892	3 113	2 070 381	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

	AMORTISSEMENTS ECONOMIQUES					AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES		
	MONTANT DES AMORTISSEMENTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	Dotation de l'exercice	Diminutions : amort. afférent aux sorties de l'actif et reprises	MONTANT DES AMORTISSEMENTS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	VENTILATION DE LA DOTATION DE L'EXERCICE		Dotation	Reprise
					Linéaire	Dégressif		
Frais d'établissements et frais de recherche et de développement								
Autres immobilisations incorporelles								
IMMO. INCORPORELLES								
Terrains								
Constructions sur sol propre	122 954	27 044		149 998	27 044			
Constructions sur sol d'autrui	4 191	12 866		17 057	12 866			
Instal. générales, agencement, aménagement des constructions								
Instal. techniques, matériel et outillage industriels								
Instal. générales, agencements, aménagement divers								
Matériel de transport	181 569	10 948		192 517	10 948			
Matériel de bureau et informatique, mobilier								
Emballages récupérables et divers								
IMMO. CORPORELLES	308 714	50 858		359 572	50 858			
TOTAL GENERAL	308 714	50 858		359 572	50 858			

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Euros

Montant au début de l'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.		Montant à la fin de l'ex.
		Utilisées	Non utilisées	

Provisions réglementées

Provisions pour reconstitution gisements miniers, pétroliers
 Provisions pour investissements
 Provisions pour hausse des prix
 Amortissements dérogatoires
 Dont majorations exceptionnelles de 30 %
 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92
 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92
 Provisions pour prêts d'installation
 Autres provisions réglementées

Total I**Provisions pour risques et charges**

Provisions pour litiges
 Provisions pour garanties données aux clients
 Provisions pour pertes sur marchés à terme
 Provisions pour amendes et pénalités
 Provisions pour pertes de change
 Provisions pour pensions et obligations similaires
 Provisions pour impôts
 Provisions pour renouvellement des immobilisations
 Provisions pour grosses réparations
 Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés
 Autres provisions pour risques et charges

Total II**Provisions pour dépréciations**

Sur immobilisations incorporelles
 Sur immobilisations corporelles
 Sur titres mis en équivalence
 Sur titres de participation
 Sur autres immobilisations financières
 Sur stocks et en-cours
 Sur comptes clients
 Autres provisions pour dépréciations

Total III**TOTAL GENERAL (I + II + III)**

		261		
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		261		
- financières				
- exceptionnelles		37 640	20 000	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

	MONTANT BRUT TOTAL	ECHEANCE A :	
		UN AN AU PLUS	PLUS D'UN AN
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			18 648
Autres immobilisations financières	18 648		
Clients douteux ou litigieux		5 134	
Autres créances clients	5 134		
Créances représentatives de titres prêtés		2 174	
Personnel et comptes rattachés	2 174		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices		15 142	
Taxe sur la valeur ajoutée	15 142		
Autres impôts taxes et versements assimilés		286 135	
Divers	286 135		
Groupe et associés (2)		45 523	
Débiteurs divers	45 523		
Charges constatées d'avance	14 400	14 400	
CREANCES	387 155	368 507	18 648

(1) - Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
(1) - Montant des prêts remboursés en cours d'exercice	
(2) - Prêts & avances consenties aux ass. (pers. physiques)	

	MONTANT BRUT TOTAL	ECHEANCE A :		
		UN AN AU PLUS	PLUS D'UN AN ET MOINS DE 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à deux ans maximum à l'origine		15 269	68 913	227 452
- à plus de deux ans à l'origine	311 634	156 164		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	156 164	203 748		
Fournisseurs et comptes rattachés	203 748	30 923		
Personnel et comptes rattachés	30 923	58 035		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	58 035			
Impôts sur les bénéfices		1 847		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 847			
Obligations cautionnées		8 346		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	8 346			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)		19 398		
Autres dettes	19 398			
Dettes représentatives de titres empruntés		9 629		
Produits constatés d'avance	9 629			
DETTES	799 724	503 359	68 913	227 452

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	319 000
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	241 936
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	

COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	55 536
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 824
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes :	
CHARGES A PAYER	96 360

Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	5 134
Créances clients et comptes rattachés	9 804
Autres créances :	Montant à saisir
PRODUITS A RECEVOIR	14 938

	CHARGES	PRODUITS
Charges et produits d'exploitation	14 400	9 629
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels		
CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	14 400	9 629